

COMMUNIQUE DE PRESSE

Urgence climatique

La plate-forme participative #PEPS publie 8 propositions pour replacer la France au coeur de la géopolitique du climat

A l'approche de la 24e conférence des Parties sur le changement climatique (COP24) à Katowice en Pologne, et alors que se préparent les élections européennes et la présidence française du G7, le temps est venu de prendre des décisions fortes et symboliques pour la mise en oeuvre de l'Accord universel de Paris sur le climat.

Fidèles à leur ligne directrice de convergence entre le progrès environnemental et le progrès social, en France, en Europe et à l'échelle mondiale, sans méconnaître les réalités économiques et en soutenant les plus fragiles, les membres de la plate-forme #PEPS ont rédigé **8 propositions** pour :

- renforcer l'efficacité de l'action climatique et son bénéfice pour tous (1 et 2);
- réduire la dépendance mondiale aux hydrocarbures et la pollution associée (3 à 6);
- préserver l'accès à l'eau et l'intégrité des personnes menacées (7 et 8).
- 1. Affirmer le rôle des acteurs non étatiques dans le combat climatique ;
- 2. Etablir une stratégie partagée et lisible de fléchage des investissements verts vers les coalitions reconnues par la COP;
- 3. Défendre le principe d'une « loi Hulot mondiale » pour mettre fin à la recherche et à l'exploitation des gisements de pétrole à l'horizon de 50 ans ;
- 4. Placer l'Arctique et les eaux internationales au coeur du débat climatique ;
- 5. Soutenir une valeur du carbone au niveau mondial;
- 6. Créer un « Tribunal du carbone » pour intégrer le risque climatique dans les accords de libre-échange;
- 7. Développer une « hydrodiplomatie » française et francophone ;
- 8. Créer un statut international de déplacés et réfugiés climatiques.



Pour télécharger la note complète cliquez ici

Lancée par <u>Hélène Peskine</u> le 26 juin 2018, la plate-forme participative #PEPS - pour Progrès Environnemental et Progrès Social - élabore et diffuse des propositions techniques et politiques ambitieuses et concrètes à destination des décideurs publics et privés. Elle bénéficie du soutien de plus de 200 signataires de sa tribune fondatrice, dont 4 anciens ministres, des élus et anciens élus, des militants associatifs, des scientifiques, des représentants d'ONG, des techniciens, des experts, des chefs d'entreprises et des fonctionnaires.

La communauté #PEPS travaille en ligne sur un serveur partagé où sont inscrits plus de 100 contributeurs réguliers. Après une tribune sur la programmation pluriannuelle de l'énergie, et cette note sur le climat, deux nouvelles notes paraîtront cet automne, débattues lors de l'atelier #PEPS du 17 octobre : alimentation durable et résilience du littoral.